



La conférence ville et changement climatique: Répondre à un agenda urgent

Cet atelier, organisé conjointement par la Banque de Développement d'Afrique Australe, la Banque Mondiale, le Ministère français de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, et l'Agence Française de Développement, a fait suite au 5ème symposium de la recherche urbaine qui s'est tenu en juin 2009 à Marseille. Il a permis de mettre en perspective les résultats de recherche avec les défis rencontrés par les villes africaines.

Synthèse par M. Thierry Giordano, Expert technique international changement climatique auprès de la Banque Sud-africaine de développement

En Afrique, l'urbanisation est extrêmement rapide et anarchique. Les gouvernements locaux, n'ayant ni les capacités ni les moyens adéquates pour élaborer des plans d'urbanisation, peinent à faire face aux nombreux besoins des habitants et des nouveaux arrivants : les opportunités économiques sont rares, les emplois manquent et la fourniture des services essentiels est insuffisante.

A cette situation, se superposent les risques liés au changement climatique sur une population déjà très vulnérable. Dans un tel contexte, l'adaptation au changement climatique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre ne peuvent être une responsabilité supplémentaire pour des autorités locales déjà débordées. Elles doivent devenir les éléments constitutifs d'un nouveau paradigme de développement des villes, paradigme qui reste cependant à élaborer. Car les villes ne pourront remplir leur rôle de moteur de croissance et de pilier de la transformation structurelle que si les synergies entre adaptation, atténuation et développement sont clairement identifiées et soutenues.

Pour de nombreuses villes africaines, l'adaptation est la principale priorité. Bien entendu, l'établissement d'un plan intégré de développement urbain est la solution idéale. Cependant, pour nombre d'entre elles, le manque de ressources, de capacités techniques, de données et de connaissances, de volonté politique ou encore de sensibilisation à l'égard du changement climatique empêche la pleine réalisation d'une planification urbaine intégrée. Aussi, la planification urbaine demeure une solution très théorique, donc insuffisante. Un modèle alternatif de développement urbain doit être inventé, et des options novatrices à court terme doivent être développées de toute urgence. Cela signifie appréhender et surmonter obstacles et contraintes, pour permettre la transformation des ressources locales disponibles en atouts capables de répondre efficacement et de manière appropriée aux défis climatiques. Dans cette perspective, les communautés locales et les écosystèmes sont en première ligne.

En effet, les connaissances et les données sur le changement climatique dans les pays en développement sont rares, leur collecte difficile et coûteuse, les moyens d'analyse limités. Cette lacune est d'autant plus importante que les risques d'inadaptation sont non négligeables étant donné la rareté des ressources et l'évolution rapide de l'information. Aussi, mobiliser les connaissances locales devient essentiel et synonyme d'un engagement fort avec les communautés dans l'identification, la définition et la mise en œuvre de projets, programmes et stratégies d'adaptation et d'atténuation. Les communautés locales sont stratégiquement positionnées pour fournir des informations précieuses sur le contexte local, ainsi que sur les évolutions du climat et des impacts tels qu'elles les perçoivent. Toutefois, pour qu'elles puissent jouer ce rôle, les décideurs publics doivent communiquer efficacement autour du changement climatique, lancer des campagnes de sensibilisation, s'assurer que les interventions liées au climat répondent à leur besoins.





[Rss](#) | [Sitemap](#) | [Contact](#) | [Legal Information](#) | [Credits](#) | [Private area](#)



Ensuite, les services fournis par les écosystèmes et le développement d'éco-structures doivent s'imposer comme des composantes centrales de la capacité d'adaptation au changement climatique et d'atténuation des émissions. La restauration et la maximisation des processus naturels et leur intégration dans les systèmes urbains doivent faire partie des principes de base de l'adaptation à long terme et de la prévention des catastrophes naturelles. Là encore, le manque de ressources et le problème de l'urbanisation anarchique compliquent cette tâche. Le potentiel de création d'emploi pour la gestion des ressources et les retombées économiques, sociales et environnementales liés au bon fonctionnement des écosystèmes, devraient inciter les décideurs publics et les communautés à soutenir fermement l'utilisation des écosystèmes comme facteur crucial d'adaptation des villes. Bien entendu, des financements additionnels sont nécessaires à l'identification et au développement d'éco-structures adaptées au contexte spécifique des villes africaines.

Enfin, bien qu'elle soit un enjeu moindre pour les villes africaines en raison de leur faible niveau d'émission de gaz à effet de serre, l'atténuation oriente la grande majorité des actions mises en œuvre dans les villes des pays en développement. L'atténuation doit être vue comme une opportunité économique capable de créer des emplois, réduire la pauvreté, répondre à certaines dimensions de la vulnérabilité des ménages, et améliorer la fourniture de services essentiels. La sécurité de l'approvisionnement énergétique (énergies renouvelables, rendement énergétique des habitations et de l'industrie), l'amélioration des services et de leur accessibilité (chauffage de l'eau, transport, électricité, éclairage), les effets sur la santé (réduction de la pollution de l'air) sont autant d'effets positifs des mesures d'atténuation et qui contribuent à réduire les vulnérabilités. De plus, la promotion de projets répondant à la fois aux besoins d'atténuation et d'adaptation offre de nouvelles opportunités.

Par conséquent, et parce que le développement demeure la priorité absolue pour chaque pays et ville d'Afrique, chaque projet de développement urbain doit intégrer les logiques d'adaptation et d'atténuation, et chaque projet sur le changement climatique en milieu urbain (en lien avec l'atténuation ou l'adaptation), doit être clairement aligné sur les priorités du développement local. Cette frontière entre le changement climatique et le développement devient artificielle, tout comme la distinction entre l'atténuation et l'adaptation : tous convergent en faveur du développement. De même, résoudre le problème de la vulnérabilité des populations urbaines défavorisées au changement climatique suppose de résoudre en amont les multiples facettes de cette vulnérabilité.

Le principal obstacle à la mise en œuvre demeure le manque d'engagement politique : favoriser l'émergence d'un contexte politique favorable à travers un discours ancré dans les réalités locales est aussi important que de mettre en place un cadre institutionnel adéquat. Cependant, la complexité des différents niveaux de décision des organes de gouvernance, la difficulté à identifier clairement les rôles et responsabilités de chaque organe de décision, ainsi que la spécificité des contextes politiques locaux, entravent le développement de projets et de stratégies de réponses efficaces au changement climatique. Ce changement ne pourra se faire sans l'aide d'une assistance technique, d'un renforcement des capacités, d'opportunités de partenariats pour les villes, et un retour d'expériences en intégrant la logique du transfert de technologies. Ce processus doit être accompagné d'un financement approprié, et de l'établissement de mécanismes de financement adéquats pour mobiliser les sources de financement locales, nationales et internationales, publiques ou privées.

Cependant, nous devons garder à l'esprit qu'il n'existe pas de solution miracle aux défis posés par le changement climatique dans la problématique de